

*Science et technologie*

Nous devons conserver cet acquis et c'est bien ce que le gouvernement compte faire. Cependant, nous devons reconnaître que nos priorités changent avec les années. Les structures idéales sont maintenant en place, et nous devons nous occuper d'autres priorités, tout en cherchant évidemment à maintenir ce niveau d'excellence. Notre principal problème aujourd'hui consiste à mettre le potentiel acquis au service de techniques industrielles solides qui nous soient propres.

Je conviens que la question de l'aide à la recherche universitaire a besoin d'être révisée et qu'il faut tenir compte des conséquences de la hausse des prix. Comme les députés le savent, nous avons augmenté le budget des subventions universitaires du CNR ainsi que du Conseil des recherches médicales et du Conseil des arts du Canada pour l'année financière 1975-1976 de 17,8 p. 100, comparativement à 1974-1975. Cela ne mettra pas fin aux critiques, mais je pense que cela montre bien à quel point le gouvernement tient compte de la réalité actuelle.

On m'a demandé pourquoi le gouvernement voulait enlever au CNR les subventions à la recherche en sciences naturelles et au Conseil des arts les subventions à la recherche en sciences sociales. Cela n'est pas un mystère. Au point où en sont rendus le CNR et le Conseil des arts, il nous semble qu'il est temps qu'ils concentrent toute leur attention sur d'autres domaines.

Les subventions, qui ont tant contribué à la réalisation de découvertes scientifiques, devraient, selon nous, commencer à tenir compte d'autres facteurs tels que la demande future en main-d'œuvre hautement spécialisée au Canada, l'évolution des disciplines et, en particulier, les efforts interdisciplinaires et, dans la mesure du possible, la répartition équitable dans les diverses régions du Canada.

En termes plus simples, nous voulons parvenir à un développement équilibré des connaissances et des recherches dans le domaine de la science et de la technologie. C'est pourquoi nous nous proposons d'adopter un programme de subventions plus unifié et mieux coordonné. Ce changement ne retirera rien à l'influence ni au prestige du CNR et du Conseil des arts. Nous comptons que le premier accroisse son influence dans le domaine industriel et approfondisse les questions qui, en raison de l'importance des installations nécessaires ou des délais, ne viennent pas à des organismes non gouvernementaux. Le Conseil des arts continuera son aide incalculable dans le domaine des arts d'interprétation.

Le ministère des Sciences est né d'un vaste débat sur le rôle de la science au gouvernement, et à la suite de la publication de plusieurs études importantes sur l'organisation des sciences au Canada.

**M. Ellis:** Il n'est pas né, on l'a pondu.

**M. Drury:** Je propose qu'on continue la discussion en des termes scientifiques et biologiques corrects.

Ce ministère ne possède pas les sources d'autorité traditionnelles du gouvernement, mais il va exercer son influence par ses connaissances, sa persuasion et ses conseils. Il n'aura pas un rôle spectaculaire et son apport ne se fera pas tant sentir dans les questions particulières que dans la tendance générale des politiques et des mesures gouvernementales en matière scientifique.

J'ai déjà parlé du troisième aspect de la politique scientifique: la science en politique. C'est un domaine où je prévois que le ministère jouera un rôle de plus en plus grand. L'avenir nous réserve bien des problèmes d'une nature très complexe en matière de ravitaillement, d'éner-

gie, de pollution, d'épuisement des ressources et de concentration urbaine. Le gouvernement actuel—ou tout autre, d'ailleurs—devra s'appuyer de plus en plus sur des données scientifiques organisées et analysées pour élaborer une stratégie à long terme. Je considère que c'est là un rôle important pour le ministère d'État aux Sciences et à la Technologie.

L'effort scientifique et technologique du Canada ne diminue pas. La priorité de son expansion est en train de passer, je l'espère, de l'acquisition des connaissances à l'application de la science, mais dans l'ensemble, je crois que notre science et notre technologie se portent bien et qu'elles nous seront d'un grand secours pour répondre au choc du futur. Le problème que nous avons dans le domaine scientifique, c'est l'affectation de nos argent. Les savants et les techniciens peuvent nous dire quels choix s'offrent à nous mais notre plus gros problème est lié au coût des diverses options et non aux difficultés d'ordre technique qu'elles comportent.

**M. Max Saltsman (Waterloo-Cambridge):** Merci, monsieur l'Orateur, je voudrais féliciter le député de Calgary-Centre (M. Andre) d'avoir lancé ce débat sur la science. Comme il l'a souligné, ce n'est pas là un sujet auquel la presse canadienne semble beaucoup s'intéresser et c'est pourtant l'une des questions les plus importantes pour l'avenir de notre pays.

Le député de Calgary-Centre semblait regretter que le ministre actuel ne soit pas un ministre à plein temps. Peut-être au contraire devrait-il s'en réjouir—car les dommages auraient peut-être été plus considérables s'il était ministre à temps plein. Je dois avouer que j'ai une grande estime pour l'honorable et distingué ministre. Toutefois, il a un regrettable passé d'échecs successifs et une réputation de grand liquidateur. On dirait que le gouvernement fait appel à lui chaque fois qu'il s'agit de liquider un ministère ou de le condamner à l'inertie totale.

Le député de Calgary-Centre a peut-être oublié que le ministre actuel fut naguère ministre de l'Industrie. Je crois qu'il a été le premier et le dernier, si je ne m'abuse, à détenir ce portefeuille. Je pense que nous risquons de voir se répéter au ministère des Sciences la tactique utilisée par l'ancien ministère de l'Industrie. Je ne dirai pas que c'est la faute du ministre actuel, car je ne le crois pas. Je ne l'accuse pas. Ce serait trop facile. Je dirai que la faute est attribuable au gouvernement qui s'est montré incapable de donner la moindre orientation à l'industrie et à la science.

On ne prend pas de décisions scientifiques, on n'élabore pas une politique scientifique sans avoir une nette idée de la politique industrielle à suivre. C'est parce que le cabinet n'a pas su adopter une politique industrielle que notre politique scientifique a été un échec. Le gouvernement n'a jamais conçu une stratégie industrielle. Quand on interroge le gouvernement au sujet de la stratégie industrielle, il répond: «Il est inutile de songer à une stratégie industrielle; nous avons déjà toute une série de stratégies». Il y en a dont nous ne savons rien, d'autres qui n'ont même pas encore été utilisées et d'autres encore que nous ne devrions pas appliquer. Voilà le genre de politique scientifique que nous avons et qui va de pair avec la confusion qui caractérise la stratégie industrielle du gouvernement.